

FLASH INFO

Issy-les-Moulineaux le 7 novembre 2017

Polémique chasse dans l'Oise : Le Président de la République confirme ses engagements à Willy Schraen

La Fédération Nationale des Chasseurs (FNC) exprime une solidarité totale à l'égard du maître d'équipage, Alain Drach, et du président de la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Oise, Guy Harlé d'Ophove, qui ont fait l'objet d'une odieuse campagne de calomnies et de menaces de mort qui méritent un traitement judiciaire exemplaire.

Il est nécessaire de mettre un terme aux agissements de ces groupuscules d'extrémistes qui prônent la haine, la violence et le meurtre au nom d'une pseudo défense des animaux qui n'est qu'un prétexte.

Toutefois, la polémique a pris une nouvelle tournure après les déclarations de Nicolas Hulot qui a annoncé, sans la moindre concertation avec la Fédération Nationale des Chasseurs, « qu'il faudrait ouvrir un débat de société sur ce type de pratique de chasse qui interroge de plus en plus l'opinion publique ». Le ministre de la Transition écologique et solidaire en a profité pour aller plus loin et annoncer son intention « d'engager en 2018 une réflexion sur la condition animale en général », sans concertation avec le monde agricole non plus.

Le président de la FNC, Willy Schraen, « considère qu'il est particulièrement choquant d'entendre le ministre d'Etat réagir de façon excessive sur un fait divers sans le moindre intérêt, et afficher dans les médias sa vision personnelle contre la chasse à courre au nom de la moralité, de pratiques d'un autre siècle et de la défense de la propriété privée ».

C'est pour mettre un terme à cette polémique stérile que le président de la Fédération Nationale des Chasseurs, Willy Schraen, a souhaité prendre contact avec le Président de la République, il y a 48 heures. Lors d'un échange téléphonique très cordial, le Président de la République, Emmanuel Macron, a été direct et clair avec Willy Schraen. Il a confirmé **« que les engagements pris au congrès de la FNC, devant l'ensemble des représentants du monde de la chasse, seraient tenus et qu'il n'était pas question d'envoyer les chasseurs en remettant en cause un mode de chasse reconnu »**.

Le Président de la République a aussi rappelé au Président de la FNC **« que les chasses traditionnelles font partie du patrimoine de notre pays, elles ne nuisent en rien aux espèces que l'on chasse et elles sont le reflet des traditions d'un terroir et d'un mode de vie. »** Il a été très clair sur le fait que la vénerie en faisait partie, et qu'il n'y avait aucune raison d'y porter préjudice.

Il a reconfirmé ses engagements tenus lors du congrès sur le fait qu'il **« veut qu'on laisse respirer ceux qui les pratiquent, car ce sont des chasses encadrées et réglementées »**.

Pour conclure l'échange, le Président Emmanuel Macron a confirmé l'audience prochaine qu'il accordera à la Fédération Nationale des Chasseurs pour faire le point sur les réformes de bon sens déjà engagées et qui vont aboutir prochainement ; faire aussi le point sur la réforme globale souhaitée par la FNC et renforcer l'engagement des chasseurs dans la défense de la biodiversité ordinaire, comme cela a été le cas sur les néonicotinoïdes.

Depuis cet échange, un dialogue direct a été rétabli avec Nicolas Hulot, ministre de tutelle de la chasse française, et une rencontre devrait avoir lieu prochainement pour poursuivre les négociations sur les nombreuses réformes qui mobilisent la chasse française sur la base des 30 propositions signées par François Patriat au nom de La République En Marche.